

Toutes ensemble 8 mars

Renforcer effectivement le rôle des femmes dans la société tous les niveaux favorise l'égalité des chances, la participation des femmes aux décisions et l'avènement d'une société plus démocratique et plus juste. " Message de M. Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU à l'occasion de la Journée internationale de la femme

Les femmes n'ont attendu ni la Révolution ni le mot féminisme pour réagir aux contraintes, aux interdictions, aux violences que tant de sociétés ont tenté berté, pour imposer ce qu'elles estimaient leurs droits, leurs devoirs, leurs pouvoirs. C'est partir du 15^{me} siècle, toutefois, que la pensée des femmes en lutte commence à nous être connue.

La première d'entre elles est Christine de Pizan (1365-1431), née dans l'une des périodes les plus dures de l'histoire des femmes, alors que se dessine la théorie de la loi salique (l'impossibilité d'hériter ou de transmettre la couronne), que commence la chasse aux sorcières, que s'amorce la dégradation du droit des femmes et la prolétarianisation massive du travail féminin. Jeune mère veuve et sans fortune, Christine se bat pour vivre de ses écrits. Elle s'élève contre le discours des clercs, ces savants qui depuis deux siècles discourent sur la " mauvaise " et la faiblesse des femmes, sur la meilleure manière de les domestiquer ou de les tromper. " Si la coutume, écrit-elle, tait de mettre les petites filles à l'école, et que communément on leur fait apprendre les sciences comme on fait aux fils, elles apprendraient aussi parfaitement et entendraient les subtilités de tous les arts et sciences comme ils font." (La Cité des dames, 1405). Controverse nauséuse, où les partisans de la servitude dominant numériquement, mais ou des femmes - et des hommes - ne cesseront de dénoncer l'ignorance où elles sont maintenues, de dénoncer la violence dont elles sont victimes.



Débat d'idées, certes, mais luttes concrètes aussi, pour les faire connaître et les mettre en oeuvre, pour s'instruire malgré l'hostilité générale, pour ouvrir des établissements scolaires destinés aux filles, pour maintenir le travail féminin, par la grève si nécessaire, par l'émeute s'il le faut (Lyon 1699, Paris 1709). Elianne Viennot Professeur à l'université de St Etienne

Le terme de suffragettes apparaît en **1903** en Grande Bretagne avec la création par Mrs Pankhurst de l'Union politique et sociale des femmes. Ses membres, les "suffragettes" militent pour le vote des femmes.

Quinze années d'une lutte acharnée

Pendant 15 années, les suffragettes britanniques multiplient les actions spectaculaires pour faire connaître leur cause.

En Grande Bretagne, la répression est impitoyable.
De nombreuses femmes furent emprisonnées, condamnées.

Quand elles déclenchèrent une grève de la faim, le gouvernement ordonna de les gaver de force. Leurs manifestations sont violemment réprimées et certaines perdront la vie dans cette lutte. Pour avoir manifesté pour le droit de vote des femmes en 1909 à Londres, Lady Constance Lytton restera paralysée à vie suite aux violences policières.

Certaines femmes habituées aux salons de thé et aux cercles de lecture descendent dans la rue, provoquant scandales et émeutes. Outre-Manche, elles tentent même de prendre le palais de Buckingham. Ces suffragettes signent donc les premières luttes.

Elles obtiennent finalement gain de cause en 1918 : les femmes britanniques de plus de 30 ans ont le droit de vote.



Sylvia Pankhurst



En 1804, le Code Napoléon affirme l'incapacité juridique totale de la femme mariée :

- Interdiction d'accès aux lycées et aux Universités
- Interdiction de signer un contrat, de gérer ses biens

- Exclusion totale des droits politiques
- Interdiction de travailler sans l'autorisation du mari
- Interdiction de toucher elle-même son salaire
- Contrôle du mari sur la correspondance et les relations
- Interdiction de voyager à l'étranger sans autorisation
- Répression très dure de l'adultère pour les femmes
- Les filles-mères et les enfants naturels n'ont aucun droit



Le 17 août 1907

58 déléguées venues de pays d'Europe et d'outre-mer se rencontrent à la première conférence de l'Internationale socialiste des Femmes à Stuttgart, et décident d'établir un secrétariat international sous la direction de Clara Zetkin d'Allemagne.

La conférence adopte une résolution sur le droit de vote des femmes, résolution qui devait devenir le point de départ d'une lutte inlassable pour les droits politiques de la femme.

1908 - Des femmes manifestent New York

Des femmes défilent dans les rues de New York pour exiger moins d'heures de travail, des salaires plus élevés et l'élimination du travail des enfants.

En mai, le parti socialiste américain désigne le dernier dimanche de février comme étant la journée nationale des femmes

1907 : En France, une loi autorise les femmes mariées à disposer librement de leurs salaires. C'est l'une des premières réformes qui entame la puissance absolue du mari. Cette loi a été ardemment défendue par Jeanne Chauvin, première femme à exercer le métier d'avocate en France. Ses plaidoiries feront évoluer le droit de la famille.

8 mars 1908 : Le maire de Cincinnati (Ohio), considérant le fait que les voitures de l'époque sont difficiles à contrôler, se dit d'avis que les femmes... ne seront jamais aptes à conduire une automobile.

1909 " Du pain, des roses "

Aux Etats Unis des femmes, grévistes du textile, revendiquent de meilleures conditions de vie matérielles. Le slogan "du pain et des roses" trouve son origine dans ce mouvement. Du pain, pour symboliser la sécurité financière, et des roses, pour une meilleure qualité de vie.



En août 1910

Copenhague (Danemark), a lieu la 2ème conférence internationale des femmes socialistes qui réunit des centaines de femmes venues de 17 pays. C'est l que la journaliste allemande Clara Zetkin lance l'idée d'une "Journée internationale des femmes", en vue de servir la propagande pour le vote des femmes.



Clara Zetkin (gauche) et Rosa Luxemburg Copenhague en 1910



Candidates en 1910

Elle reprenait l'initiative des femmes socialistes américaines qui avaient décidé, partir de 1909, d'organiser chaque année, le dernier dimanche de février, une journée nationale pour l'égalité des droits civiques. Puis, la direction du Parti social-démocrate allemand fixa la première journée des femmes au 19 mars 1911, date nullement choisie au hasard. Depuis longtemps, la sociale démocratie allemande commémorait cette date deux événements : la

révolution allemande de Berlin en 1848, et la Commune de Paris - et tous les ans en mars, bien avant 1911, Die Gleichheit appelait les femmes se joindre aux manifestations prévues. C'est donc sous le signe de deux dates importantes du mouvement ouvrier international que la journée internationale des femmes fut placée, dès sa naissance.

*" La femme est asservie à l'homme
et elle le restera tant
qu'elle ne sera pas
indépendante économiquement."
Clara Zetkin - 1889.*

Histoire et mythe de la journée internationale des femmes.

Quelle est l'origine de la journée internationale des femmes ?

Que commémore-t-on le 8 mars de chaque année ?

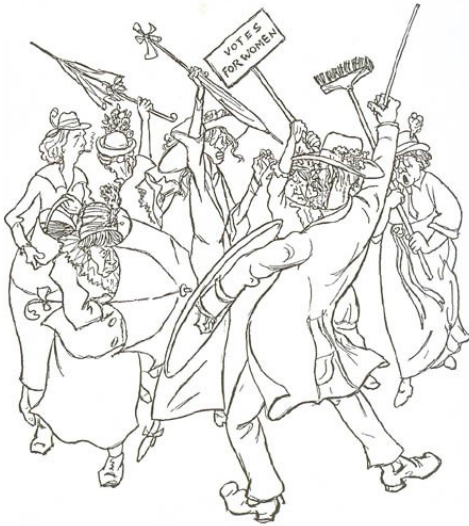
C'est la deuxième Conférence internationale des femmes socialistes, Copenhague, en août 1910, que fut prise, l'initiative de Clara Zetkin, la décision de célébrer chaque année une journée internationale des femmes.

Clara Zetkin

(1857-1933) C'est la journaliste allemande Clara Zetkin qui a lancé l'idée d'une Journée internationale des femmes.

Directrice de la célèbre revue Die Gleichheit (L'égalité), qu'elle a fondé en 1890, Clara Zetkin s'inscrit dans une perspective révolutionnaire. C'est elle qui convoqua les conférences internationales des femmes socialistes de Stuttgart (1907) et de Copenhague (1910) où elle imposa son point de vue et qui l'élirent secrétaire, faisant de son journal Die Gleichheit leur organe officiel.

C'est à Copenhague en 1910, lors de la 2^e conférence internationale des femmes socialistes, que l'allemande Clara Zetkin propose, pour la première fois, d'organiser une Journée internationale des femmes en vue de servir à la propagande pour le vote des femmes. La conférence réunit une centaine de femmes venues de 17 pays, et adopte aussitôt cette proposition, inspirée des manifestations d'ouvrières qui se sont déroulées aux Etats-Unis en 1908 et en 1909. Le 8 mars 1914, les femmes réclament le droit de vote en Allemagne. Elles l'obtiennent le 12 novembre 1918



En 1912, le Front contre l'émancipation des femmes voit le jour et Heine met en scène un de ses membres. Armé d'un bouclier dérisoire et d'une canne, il fait face une meute de femmes déchaînées. La légende de cette caricature est la suivante : "Un professeur allemand entre en guerre contre la femme progressiste. " Thomas Theodor Heine

Clara Zetkin est emprisonnée en 1915 en raison de ses convictions pacifistes. En 1916, elle joue avec Rosa Luxemburg, un rôle essentiel dans la création du parti communiste allemand. En 1920, élue au Reichstag, Clara Zetkin assiste à la montée du nazisme en Allemagne, tandis que l'arrivée au pouvoir de Staline la met à l'écart de l'Internationale communiste.

Le 30 août 1932, à 75 ans, elle est chargée, en sa qualité de doyenne du Reichstag, de prononcer le discours d'inauguration du parlement où dominant les chemises noires. Elle lance un vibrant appel à lutter contre le nazisme. Ce sera sa dernière manifestation publique. En exil à Moscou, elle meurt le 20 juin 1933 dans des conditions qui n'ont jamais été élucidées.

Ses convictions lui ont survécu. Elle a défendu une conception du couple au sein duquel les partenaires devaient être égaux en droits. Elle est favorable au divorce par consentement mutuel et pense que les garçons, comme les filles, doivent prendre part aux soins du ménage. Mère de 2 garçons, elle a vécu elle-même en union libre, et s'est toujours montrée une ardente partisane du travail des femmes, seul moyen pour elles d'accéder à l'autonomie.

Le mythe du 8 mars 1857... " Ce sont les Américaines qui ont commencé, lit-on dans Antoinette* (n° 1, mars 1964), c'était le 8 mars 1857... Pour réclamer la journée de 10 heures, elles ont envahi les rues de New York ".

Pourtant cette date de 1857 ne se trouve pas dans les sources américaines de l'époque. Les journaux américains de mars 1857 ne mentionnent aucune manifestation ou grève de femmes le 8 mars, qui était d'ailleurs un dimanche. Aucune référence non plus à cet

événement dans les histoires du mouvement ouvrier aux Etats-Unis. A vrai dire, cette date de 1857 ne se trouve pas mentionnée non plus par les dirigeantes du mouvement féminin socialiste international qui ont pris l'initiative de cette célébration. On ne la voit apparaître dans la presse communiste française que dans les années 1950.

Et depuis... Les décisions de la Conférence de Copenhague et la création de groupes de femmes socialistes, concourent au même objectif : faire apparaître un mouvement de femmes socialistes distinct du féminisme ; tracer entre les femmes une infranchissable ligne de classe, ligne de marquage et de démarcation. Cette rupture entre le mouvement socialiste féminin du 20ème siècle et le mouvement féministe, empêcha le mouvement socialiste de prendre en compte les problèmes féminins, de lutter pour l'égalité des sexes en même temps que pour l'égalité des classes .

* Magazine féminin de la CGT

Mars 1911, en Allemagne, en Suisse, en Autriche et au Danemark, plus d'un million de femmes manifestent. Dans la seule ville de Berlin, 45 meetings rassemblent plus de 40 000 participants et plus de 30 000 femmes défilent dans les rues de Vienne en Autriche. Outre le droit de vote et le droit d'occuper des fonctions publiques, les femmes exigent le droit de travailler et l'élimination de la discrimination au travail.

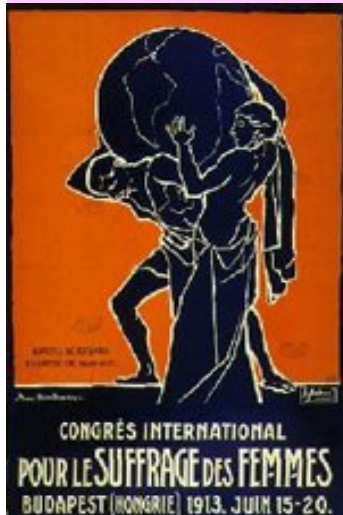
- Les suffragettes européennes radicalisent leur action **8 mars 1914**



En Allemagne : pour le jour des femmes, le Frauen Tag du **8 mars 1914**, les allemandes demandent le droit de vote. Elles l'obtiendront 4 ans plus tard : le 12 novembre 1918

1913 : Les femmes russes organisent des rassemblements clandestins

L'idée d'une Journée Internationale des femmes, lancée en 1910, trouve un nouveau départ à partir de la Russie. Les femmes socialistes célèbrent la journée internationale des ouvrières en 1913 et 1914.



1915 : En Europe, les femmes se réunissent pour défendre leurs droits et s'opposer à la guerre. La première guerre mondiale éclate, juste quelques jours avant la date où aurait dû se dérouler à Vienne la

3ème Conférence des femmes. L'appel à la paix de l'Internationale socialiste des Femmes en 1910 était opportun mais ne pouvait empêcher les événements.

Les offensives françaises en 1915 coûtent la vie à 350 000 soldats. Les femmes remplacent les hommes dans le fonctionnement de l'économie et sont surexploitées. Les réactions à la boucherie commencent à se développer. Les femmes se mobilisent, défendent leurs droits et réclament la paix :

" Ce sont les femmes - et nous autres femmes en sommes fières - qui ont été les premières, avant les hommes, à retrouver leur bon sens.

En **mars 1915** une Conférence internationale des femmes eut lieu à Berne, la première conférence internationale socialiste depuis le début de la guerre. " (Marianne Pollack, 1948)

Le **8 mars 1915** la russe Alexandra Kollontaï organise à Christiania, près d'Oslo, une manifestation des femmes contre la guerre. Clara Zetkin organise une conférence internationale des femmes, prélude à la conférence de Zimmerwald, qui réunit les opposants à la première guerre mondiale.

Le **15 avril 1915** alors que la guerre fait rage, 1 136 femmes de 12 pays différents se réunissent à La Haye. L'appel aux femmes socialistes de Clara Zetkin est diffusé en France en janvier 1915 grâce à Louise Saumoneau.

En **juillet 1915**, la CGT crée un Comité intersyndical d'action contre l'exploitation de la femme. En Allemagne, Clara Zetkin est emprisonnée en 1915 en raison de ses convictions pacifistes.

Au Danemark et en Islande les femmes obtiennent le droit de vote

Le 8 mars 1917, en Russie, les femmes manifestent pour réclamer du pain et le retour de leurs maris partis au front. C'est le premier jour de la Révolution Russe.

L'insupportable misère de l'hiver 1916-17 en Union Soviétique fait éclater la révolution.

Le 23 février 1917 (du calendrier Grégorien, date correspondant au 8 mars dans notre calendrier Julien), à l'occasion de leur "Journée internationale", les femmes ouvrières et ménagères défilent à Petrograd (Saint Petersburg), la capitale russe de l'époque. Elles réclament du pain et le retour de leurs maris partis au front, la paix et... la République !

Les difficultés d'approvisionnement liées au froid poussent un grand nombre d'ouvriers des usines Poutilov, les plus importantes de la ville, à faire grève et à se joindre au défilé.

" Sans tenir compte de nos instructions, les ouvrières de plusieurs tisseries se sont mises en grève et ont envoyé des délégations aux métallurgistes pour leur demander de les soutenir... Il n'est pas venu à l'idée d'un seul travailleur que ce pourrait être le premier jour de la Révolution. " Trotsky, Histoire de la Révolution russe.

Du textile, la grève s'étend rapidement et spontanément à l'ensemble du prolétariat de Pétrograd. Au cri du pain, s'ajoutent vite ceux de paix immédiate, à bas l'autocratie et à bas le tsar.

En quelques jours, la grève de masse (200 000 personnes dans les rues) se transforme en insurrection, avec le passage de la garnison à la révolution. Dans la capitale russe, les manifestations se succèdent et s'amplifient pour aboutir en 5 jours à la chute de l'empire russe.

Dès lors la tradition du 8 mars se met en place, associée à la commémoration du premier jour de la Révolution.



En France, sous Clemenceau, l'institutrice féministe et militante pacifiste Hélène Brion est arrêtée et condamnée en conseil de guerre. Elle est inculpe de "défaitisme". Hélène Brion est une personnalité de premier plan dans le mouvement ouvrier parisien. Elle milite dans le mouvement féministe et participe à la création du Parti Communiste à Tours en se déclarant féministe pour le communisme. Elle fait partie des féministes qui ont refusé la guerre de 1914. En mars 1918, elle est inculpée de "traîtrise" et de "défaitisme" à cause de son pacifisme, emprisonnée et traduite devant le Conseil de Guerre pour avoir diffusé des brochures pacifistes.



Hélène Brion Institutrice, syndicaliste CGT, pacifiste (1882-1962)

1918 en Allemagne : Des grèves éclatent dans l'Allemagne en guerre, dès janvier 1918, au cours desquelles les travailleurs revendiquent la paix. Rosa Luxemburg fonde le groupe révolutionnaire et antimilitariste Spartakus" avec son amie Clara Zetkin.

Le 4 novembre 1918 , la révolution éclate à Kiel : des marins refusent l'offensive, perdue d'avance, que veut leur imposer l'état-major. En quelques jours, le pays se couvre de conseils d'ouvriers et de soldats. L'empereur abdique et la République est proclamée.

Il est alors urgent de doter la classe ouvrière d'un véritable instrument de combat, pour faire face la bourgeoisie, désireuse de rétablir l'ordre, et appuyé par le Parti Social-démocrate SPD. Le Kommunistische Partei Deutschlands (KPD), Parti Communiste d'Allemagne, officiellement créé le 1er janvier 1919, se forme donc dans l'après l'armistice, en décembre 1918, autour de la ligue spartakiste, avec Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

Le programme du KPD naissant, rédigé par Rosa Luxemburg prévoit : Suppression de toutes les différences de caste, de tous les ordres et de tous les titres ; hommes et femmes ont mme droits et la mme position sociale.

La répression des révoltes de 1919 entraîne l'assassinat de nombreux militants et dirigeants du parti.



Révolution de Berlin - 1918





Allemagne - Vote pour les femmes

En Allemagne, l'un des premiers actes du gouvernement provisoire est d'octroyer leurs droits politiques aux femmes, dont le droit de vote, le 19 novembre 1918, dès le lendemain de l'armistice.

En Grande-Bretagne, après 15 années d'une lutte acharnée, les suffragettes obtiennent gain de cause le 28 décembre 1918. Par la suite, toutefois, puisque que seules les femmes britanniques de plus de 30 ans ont le droit de vote (tandis que les hommes peuvent voter dès 21 ans), il faudra de nouvelles manifestations pour que l'égalité s'établisse, 10 ans plus tard.

En Autriche, Russie et Irlande, les femmes obtiennent le droit de vote cette même année.

En mai 1919, la chambre des députés française vote à une grande majorité le suffrage intégral (droit de vote des femmes dans toutes les élections), décision qui sera bloquée par le veto du Sénat, jusqu'après la deuxième guerre mondiale.

En juillet 1919, le pape Benoît XV se déclare en faveur du droit de vote pour les femmes.

En France : loi autorisant les femmes à adhérer à un syndicat sans la permission de leurs maris.

En mai 1919, la chambre des députés française vote à une grande majorité le suffrage intégral (droit de vote des femmes dans toutes les élections), décision qui sera bloquée par le veto du Sénat, jusqu'après la deuxième guerre mondiale.

1920 : Les américaines obtiennent le droit de vote dans tous les états. Le premier état au monde à accorder le droit de vote aux femmes fut le Wyoming, état du Far West, en 1869. Onze autres états suivirent avant 1914.

En France en 1920, l'Assemblée Nationale vote une loi interdisant l'avortement et la contraception, qui ne cessera d'être renforcée par la suite. Les jurys populaires se montrant trop favorables aux inculpées, l'avortement est désormais jugé en Correctionnelle.

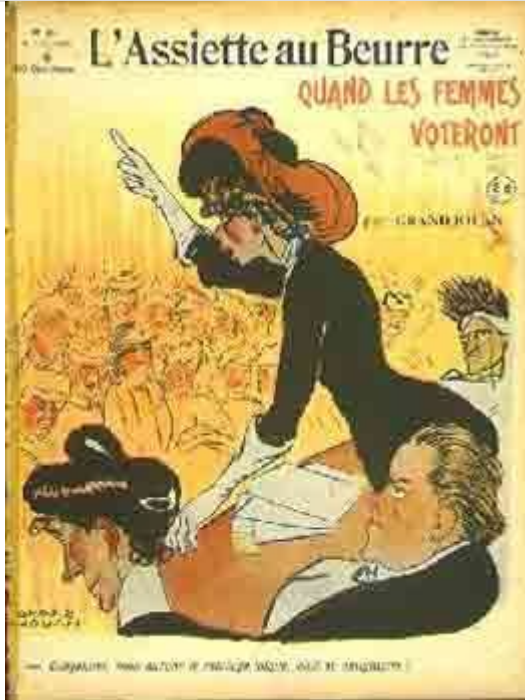


- **Le 8 Mars 1921**, Lénine décide d'une "Journée internationale des femmes", dont il fixe la date au 8 mars, en souvenir des ouvrières de Petrograd.

France : en 1928, une suffragiste s'enchaîne sur un banc du Sénat en criant des slogans.

Cet acte audacieux est jugé très inconvenant pour une femme. Et la militante le sait. C'est pourquoi, non sans humour, elle attire l'attention sur un détail : sa chaîne est gainée d'une soie assortie à celle de sa toilette. La malheureuse est cependant admonestée par les huissiers.

La presse rapporte cet événement " savoureux " et apprécie particulièrement le détail vestimentaire. Il révèle un autre aspect des handicaps des féministes françaises qui ont intériorisé l'injonction d'être féminines, élégantes. " Nous ne voulons pas nous départir de la modestie, de la mesure qui sied à notre sexe ", dit la duchesse Edmée de La Rochefoucauld, présidente de l'Union nationale pour le vote des femmes dans les années 1930.



1925 : Des candidates communistes se présentent en France aux élections municipales. Leur démarche est invalidée car les femmes ne sont pas éligibles.

1930 : La crise des années trente marque un recul pour les femmes : on les accuse de prendre la place des hommes et d'être cause du chômage.

En Suède le gouvernement "socialiste" décide d'exclure du travail les femmes dont le mari travaille, sous prétexte qu'elles ont déjà un revenu.

1931 : En Espagne, les femmes obtiennent le droit de vote en 1931. L'Espagne républicaine instaure le droit de vote, la réduction des écarts entre les femmes et les hommes, l'admission aux emplois et charges publiques sans distinction de sexe, le mariage civil et le divorce, puis en 1936 le droit à l'avortement. Les Espagnoles ont alors une situation légale parmi les plus avancées d'Europe grâce à la victoire de la gauche. (Jusqu'à Franco)

1934 : Dès 1918, après des voyages en Europe Centrale et en URSS, Louise Weiss crée la revue hebdomadaire de politique française et internationale "L'Europe Nouvelle" où elle défend les nationalités opprimées.

Elle répand l'idée d'un rapprochement franco-allemand et œuvre en faveur des premiers projets d'Union Européenne.

Elle anime un réseau d'hommes politiques français proches du mouvement pan-européen autour de sa revue.

Louise Weiss mena un long combat pour l'Europe, les droits des femmes, la paix. Dès la création de sa revue elle s'intéresse au droit de vote des femmes.

Elle estime que l'accession des Françaises au suffrage permettrait d'empêcher une nouvelle guerre.



Carte dite par Louise Weiss pour ses campagnes électorales



Louise Weiss la Bastille en mai 1935

Louise Weiss est candidate symbolique aux élections législatives de 1936, pour protester contre l'interdiction de vote des Françaises. Les Françaises ne seront éligibles qu'en 1944.

1936 : 3 femmes au gouvernement

Pour la première fois dans l'histoire de la République, le 4 juin 1936 sous le Front Populaire, des femmes entrent au gouvernement.

Elles sont trois : Cécile Brunshvicg, Irène Joliot-Curie et Suzanne Lacore, nommes sous-secrétaires d'Etat, dans le gouvernement de Léon Blum, respectivement l'éducation nationale, la Recherche scientifique et la Protection de l'enfance.



1936 : Fin de l'incapacité civile des femmes

En France, le code Napoléon, qui imposait le devoir d'obéissance de la femme envers le mari, n'a été aboli qu'en 1938.

Après plus d'un siècle de subordination au mari, les femmes gagnent quelques libertés : celle de s'inscrire en faculté (loi du 18 février), de passer un contrat pour ses biens propres, d'accepter une donation, de séjourner dans un hôpital ou une clinique sans être accusée d'abandon de domicile.

La femme mariée n'est plus incapable civile: elle peut avoir une carte d'identité et un passeport, ouvrir un compte en banque, sans l'autorisation de l'époux.

Subsistent pour le mari : la fixation de résidence, la possibilité de s'opposer à l'exercice d'une profession et l'exercice de l'autorité paternelle.

Concernant l'interdiction de la contraception et de l'avortement : la loi de 1939, qui promulgue le Code de la famille, renforce la répression. Des sections spéciales de policiers sont créés. Les tentatives sont punies comme les avortements. Les avorteurs sont très sévèrement condamnés. En 1941, ils peuvent être déférés devant le tribunal d'Etat. En 1942, l'avortement devient crime d'Etat. Pour l'exemple, une avorteuse est condamnée mort et guillotinée en 1943. Plus de 15 000 condamnations à des peines diverses sont prononcées jusqu'à la Libération.



Dans le même ordre d'idées, dans les années 1930, certains socialistes prennent position contre le droit de vote, qui figure pourtant dans leur programme depuis 1907. Ils estiment en effet que la démocratie serait menacée par des voix féminines qui se porteraient l'extrême droite. Ils se fondent en l'occurrence sur une fausse information, délibérément répandue par la presse, et qui explique que ce sont les lectrices qui en Allemagne ont porté Hitler au pouvoir.

Il faut rechercher les causes profondes de l'opposition au droit de vote ailleurs, et explorer les préjugés des hommes politiques sur les femmes. " Les femmes n'ont pas besoin de voter parce qu'en France, elles mènent tout ", dit (en privé) Victor Basch, professeur à la Sorbonne et président de la Ligue des droits de l'homme et plus tard du Rassemblement populaire.

On retrouve la vieille idée de l'influence des femmes, influence souvent néfaste. " Si les hommes font les lois, les femmes font les murs ", dit-on aussi, et c'est le pouvoir suprême, plus précieux qu'un bulletin de vote.

Il faudrait donc évoquer ici toute une culture de antiféminisme ordinaire, parfois appuyé par les scientifiques de l'époque : les anthropologues, qui décrétaient l'infériorité intellectuelle des femmes cause de la petitesse de leur cerveau, les psychologues, qui décrivent les excès d'humeur des femmes, leur propension à réagir de manière extrême, instinctive, et non raisonnée... Bref tout un discours qui légitime un statut inférieur des femmes dans la société, et qui traduit sans aucun doute une peur des femmes, une peur bien sûr entretenue par la ségrégation sexuelle. Comment avouer, aussi, l'envie de rester entre hommes, comme dans un club. Beaucoup pratiquent la politique comme un loisir, et y trouvent une source de prestige, augmentant leur pouvoir de séduction. Ces cas de la politique ne sont pas anecdotiques, ils constituent des privilèges que les hommes ne comptent pas partager.

Il a fallu un événement exceptionnel - la Libération - que le blocage législatif soit surmonté.

Le 21 avril 1944, De Gaulle signe l'ordonnance donnant aux femmes des droits politiques identiques à ceux des hommes.

Il n'a pas " octroyé " le suffrage aux femmes. " Octroyer ", c'est " accorder titre de faveur, de grâce ", ce qui rejoint encore l'idée courante selon laquelle le droit de vote a récompensé les efforts des femmes dans la Résistance alors que le droit de vote ne figure pas dans le programme du Conseil national de la Résistance. Cherche-t-on à masquer le siècle de luttes féministes qui a été nécessaire pour arriver à l'égalité politique ?

Si c'est bien De Gaulle, chef du gouvernement provisoire qui a signé l'ordonnance, il ne fait pas partie de la commission qui discute du droit de vote, et c'est un communiste, Fernand Grenier, qui s'est battu en faveur de ce droit au sein de la commission.

Il serait plus correct de dire que les Françaises ont obtenu le droit de vote le 21 avril 1944 après plus d'un siècle de luttes marquées par une résistance acharnée de la classe politique.

En novembre 1944

Les comités féminins de la Résistance fusionnent pour former l'Union des femmes françaises. L'UFF connaît un développement spectaculaire, en lien avec l'euphorie de la Libération et le rôle du PCF et des femmes dans la Résistance. Elle compte entre 600.000 et 1 000.000 adhérentes en 1947.

Le 20 avril 1945, les Françaises votent pour la première fois pendant les municipales, puis le 21 octobre de la même année, pour les élections de l'Assemblée constituante.



A partir de 1945 la Journée Internationale des Femmes devient une tradition dans le monde entier. Le

mouvement français "Femmes Solidaires", issu de l'UFF, prend chaque année des initiatives marquantes l'occasion du 8 mars. Dans le monde, surtout dans les pays de l'Est, le 8 mars est aussi célébré.

La Déclaration universelle des droits de l'homme est l'une des premières grandes réalisations, en 1948, de la toute nouvelle Organisation des Nations unies (ONU).

Présentée à l'Assemblée générale des Nations unies réunie à Paris, elle est adoptée le **10 décembre 1948**. Quarante-huit pays ont voté la Déclaration. Elle sera complétée ultérieurement par des textes qui en garantiront l'application mais qui n'entreront en vigueur qu'en 1976, soit près de trente ans après l'adoption de la Déclaration !

Ce n'est qu'en 1979 qu'elle sera complétée par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui prévoit des mesures devant être prises en vue d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans la vie politique et publique, l'éducation, l'emploi, la santé, le mariage et la famille.

Le 8 Mars 1948, en France, 100 000 Femmes défilent à Paris de la République à la statue de Jeanne d'Arc. Cette manifestation est relayée dans de nombreuses villes de France (5 000 femmes Lyon, 30 000 Marseille).

" Si l'on dit que les Hommes oppriment les Femmes, le mari s'indigne, mais le fait est que c'est le code masculin, c'est la société élaborée par les mâles et dans leur intérêt qui a défini la condition féminine sous une forme qui est à présent pour les deux sexes une source de tourments. "

" Le deuxième sexe "

Simone de Beauvoir (1949)



Simone de Beauvoir

Femme de lettres et intellectuelle française (1908-1986)

Par sa vie comme par ses oeuvres, Simone de Beauvoir a joué un rôle important dans le combat pour la libération des femmes.

Les critiques masculines seront particulièrement violentes.

L'écrivain François Mauriac s'écrie alors : "Nous avons atteint les limites de l'abject !" et s'indigne que "l'initiation sexuelle de la femme" devienne un sujet littéraire, philosophique, quand d'autres dénoncent "la basse description graveleuse, l'ordure qui soulève le coeur".

Ce à quoi Maurice Nadeau répond en critiquant ceux qui "n'ont pu se délivrer tout à fait d'un certain malaise à voir une femme, fût-ce une philosophe, parler ouvertement des choses du sexe".

Pourtant, bien des femmes se reconnaissent dans cet essai et Simone de Beauvoir reçoit des milliers de ces lettres émouvantes.

Françoise d'Eaubonne dit : "Je nage dans l'enthousiasme, enfin une femme qui a compris."

C'est dans l'Humanité du **5 mars 1955** que la légende du 8 mars 1857 fait son apparition: " La journée internationale des femmes continue la tradition de lutte des

mouvement ouvrier américain ou encore dans les quotidiens de l'époque, rien ne prouve l'existence d'une

<p>ouvrières de l'habillement de New York, qui, en 1857, le 8 mars, manifestèrent pour la suppression des mauvaises conditions de travail, la journée de 10 heures, la reconnaissance de l'égalité du travail des femmes.</p> <p>Cette manifestation produisit une grande impression et fut recommencée en 1909, toujours par les femmes de New York.</p> <p>En 1910 ...(), C. Zetkin proposa de faire définitivement du 8 mars, la journée internationale des femmes ".</p> <p>En 1957, le même journal célèbre le centenaire de ce 8 mars: " Les ouvrières de l'habillement (...) s'en allèrent défiler dans les rues, comme des hommes, portant pancartes et banderoles ". Faut-il croire Antoinette* (mensuel des femmes de la C.G.T.), qui écrit dans son n° 1 de mars 1964: " Ce sont les Américaines qui ont commencé, c'était le 8 mars 1857 (...) pour réclamer la journée de 10 heures, elles ont envahi les rues de New York " ?</p> <p>Ce journal ajoute en mars 1968: il s'agit du 8 mars 1857 et les ouvrières en grève " réclamaient déjà la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires et leur égalité pour un travail égal, des crèches et le respect de leur dignité ".</p> <p>Des recherches entreprises, tant dans les livres d'histoire du féminisme, que dans ceux du</p>	<p>grève de femmes ce jour-là, ni d'une répression policière</p> <p>Un des arguments évoqués pour ne pas croire à une grève est que le 8 mars 1857 tombait un dimanche; cet argument n'est pas forcément convaincant: Au XIXe siècle le droit de grève tait tellement réprimé qu'on peut tout fait imaginer une grève ou une manifestation ce jour-là.</p> <p>Ne s'agirait-il pas d'un " souvenir obscur qui se serait transmis de façon souterraine à travers des générations de militantes socialistes " ? Le 8 mars 1857 n'est-il pas une reconstruction qui associe la date de 1857, choisie comme un hommage à Clara Zetkin, née cette année-là, et les ouvrières des tissages russes en grève en mars 1917 ?</p> <p>Depuis les années 70, le 8 mars reprendra une place symbolique importante dans les luttes des femmes.</p> <p>* Antoinette: Journal féminin de la CGT (1955 à 1989)</p>
---	--

1956 : Invention de la pilule contraceptive

En 1951, aux Etats-Unis, le Dr Gregory Pincus ouvre un centre de recherche en biologie pour travailler sur les hormones sexuelles. Cinq ans plus tard il met au point, avec son équipe, une combinaison de progestérone et d'oestrogène de synthèse (hormones féminines) : c'est la première pilule, baptisée Enovid. Il s'agit d'un médicament hormonal qui bloque l'ovulation. Cette découverte a été rendue possible grâce à ce chercheur, bien sûr, mais aussi à deux femmes : Katherine McCormick qui a consacré sa fortune à cette recherche, et Margaret Sanger, infirmière New Yorkaise, fondatrice du Planning Familial.

La pilule est commercialisée pour la première fois en Allemagne Fédérale dès 1956, avant même que la vente ne soit autorisée dans le pays de son invention, les Etats-Unis (en 1960). Elle ne sera autorisée en France qu'en 1967.



28 décembre 1967

Loi Neuwirth autorisant la contraception

Jusqu'aux années 60, les méthodes de contraception demeurent interdites en France. La femme n'a d'autre recours que l'abstinence ou l'avortement clandestin pour éviter les grossesses à répétition.

Le 28 décembre 1967, après avoir repoussé onze propositions de loi successives en dix ans, l'Assemblée Nationale adopte la loi proposée par le député Lucien Neuwirth, qui autorise la contraception, abrogeant la loi de 1920.

Les débats ont été violents entre partisans et adversaires de l'usage de la pilule contraceptive.

La contraception est donc autorisée en France, mais la publicité en reste interdite sauf dans les revues médicales. Il faudra encore attendre 1972 pour qu'un décret régleme la fabrication et la prescription des contraceptifs.

Avec la commercialisation de la pilule, les femmes détiennent enfin le droit de choisir.

La même année en France, les femmes acquièrent la possibilité d'ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de leur mari.

Les députés s'expriment

"La fornication sera rationalisée par la contraception... C'est l'abominable exploitation de tout ce qu'il y a d'animal et de porcine dans l'âme humaine" (Jean Foyer)

"L'anarchie des moeurs et la facilité décupleront des appétits sans frein... C'est une ouverture aux jeunes des portes de la licence" (Pierre Volumard, député de l'Isère)

"Un tel texte ne peut que favoriser la dissolution des moeurs, voire, chez les esprits faibles, la prostitution" (B Talon, sénateur apparenté UDR)

"C'est un encouragement ce qu'on pourrait appeler une civilisation aphrodisiaque" (M Capelle, PDM)

Le 26 août 1970, une douzaine de militantes anonymes déposent une gerbe sous l'Arc de Triomphe, la gloire de la Femme du soldat inconnu. Sur leurs banderoles, il est écrit : *Il y a plus inconnu que le soldat inconnu : sa femme.*

Elles sont aussitôt arrêtées par la police, mais dès le lendemain la presse annonce "la naissance du MLF". "La libération des femmes, année zéro" titrait une revue. Le MLF ne se veut ni une organisation ni un parti.



5 avril 1971 : Le manifeste des 343

Dans son édition du 5 avril 1971, le *Nouvel Observateur* publie une liste de 343 femmes qui s'accusent du délit d'avortement, dont des personnalités publiques parmi lesquelles Simone de Beauvoir, Catherine Deneuve, Marguerite Duras, Gisèle Halimi, Jeanne Moreau, Françoise Sagan.

L'article fait sensation et sert de manifeste - baptisé, par provocation, par *Charlie Hebdo*, - manifeste des 343 salopes - pour la défense des femmes à disposer de leur corps.

Dans le même numéro du *Nouvel Obs*, 252 médecins signent une pétition allant dans le même sens, et en 1973, ils seront plus de 300 à reconnaître publiquement leurs actes d'IVG. Elles et ils obtiendront gain de cause en 1975.

" Un million de femmes se font avorter chaque année en France. Elles le font dans des conditions dangereuses en raison de la clandestinité à laquelle elles sont condamnées alors que cette opération, pratiquée sous contrôle médical, est des plus simples. On fait le silence sur ces millions de femmes. Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir avorté. De même que nous réclamons le libre accès aux moyens anticonceptionnels, nous réclamons l'avortement libre. "



Marie-Claire, 15 ans, violée, fut mise en accusation pour avoir avorté. Maître Gisèle Halimi organisa un procès monstre, à Bobigny, en novembre 1972 et la défendit en accusant la loi. Nombreux furent les militants, et surtout les militantes, à crier leur soutien devant le tribunal et toute la presse s'en fit l'écho.

Dans les années 70,

En France, chaque jour une femme mourait ! Peut-être plus. D'après les estimations, environ 600 000 avortements interdits avaient lieu chaque année, 20 000 femmes restaient stériles et 300 à 500 en mouraient.

Les avortements clandestins étaient à haut risque. C'étaient des avortements-boucherie qui blessaient les femmes, les humiliaient, les rendaient stériles. Les hémorragies, les perforations utérines, allaient jusqu'à causer leur mort, au terme d'atroces souffrances. " Des femmes de 46 ans, qui ont 17 enfants et qui sont enceintes pour la 18me fois d'un mari alcoolique... " faisaient partie des patientes que le Professeur Milliez recevait tous les jours dans son cabinet et qu'il laissait repartir en larmes, faute de pouvoir les secourir...

Élu président, Valéry Giscard d'Estaing qui avait annoncé une importante participation des femmes à la gestion du pays forme son gouvernement avec 29 hommes et... 3 femmes. Simone Veil qui, par sa formation et le poste important qu'elle occupait dans la magistrature, pensait être garde des Sceaux, se voit attribuer... le ministère de la Santé. Les dossiers les plus délicats lui sont alors confiés.

En 1974, aura lieu une grande mobilisation féministe en faveur de l'avortement et du droit des femmes à disposer de leurs corps.

En novembre, le débat sur l'avortement est ouvert à l'Assemblée nationale. Il est particulièrement houleux. Simone Veil, ministre de la Santé d'un gouvernement de droite, défend le projet de loi provisoire sur l'avortement, avec intelligence et une force paisible.

Ces débats aboutiront au remboursement des frais relatifs à la contraception (autorisée depuis 1967) et, l'année suivante, à la légalisation de l'avortement.

Les manifestations devenaient de plus en plus importantes, " Notre ventre nous appartient ! " clamaient des dizaines milliers de femmes dans la rue, le Planning familial montait en puissance et le Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception pratiquait des centaines d'avortements sauvages.

Pendant ce temps, catholiques intégristes et réactionnaires de tout poil se ruaient vers des groupes comme " Laissez-les vivre " qui menaçaient d'excommunication les contrevenants à la loi divine. La France entière était en ébullition, les médias faisaient monter la pression, on parlait d'une nouvelle affaire Dreyfus...

" Dépêchez-vous de régler ce problème, sinon il y aura des avortements jusque sur votre bureau ! " avait dit Poniatowski à Simone Veil, Ministre de la Santé.

Elle l'a réglé, vite et bien, réussissant ce tour de force de faire adopter une loi où la femme décide seule d'être mère ou non, alors que bon nombre de députés se déchaînaient, l'abreuvent de propos haineux, misogynes, voire antisémites et que des menaces de mort pèsent sur elle et sa famille.

C'était le **15 janvier 1975**, le destin des Françaises venait de changer et l'ordre social tout entier était bouleversé.

A nouveau l'Assemblée

"Je ne peux pas admettre l'idée que la loi fasse de la mère la seule et unique responsable des enfants à naître."
(Jacques Médecin, réformateur)

"N'est pas détresse la solitude d'une femme enceinte et abandonnée. N'est pas détresse le cas de l'adolescente qui redoute son entourage et les responsabilités de la maternité..." (Michel Debré)

"Arme du vice... Décadence qui mène aux abîmes... La libéralisation de l'avortement servira toujours les intérêts des prostituées mondaines du XVIème arrondissement" (Pierre Bas, député UDR de Paris)

"La pornographie va tenir lieu d'honneur..." (M Lioger, UDR)

"Pour éviter que le vice devienne une religion, devenons la société protectrice de ces merveilleux petits Tom Pouce"
(René Féit, à propos des foetus)

"Il ne faut pas que le vice des riches devienne celui des pauvres..." (Jean Foyer)



L'Année Internationale de la Femme est décrétée par l'ONU en réponse aux mouvements féministes internationaux. Première Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, A Mexico, sur le thème de la paix et du développement.

Depuis cette année 1975, le 8 mars est proclamé Journée internationale de la femme, pour célébrer la lutte historique concernant l'amélioration des conditions de vie des femmes.



En 1977, les Nations Unies officialisent la "Journée Internationale des Femmes"

En France, contribuant à éviter bien des drames, la loi Veil du **15 janvier 1975** autorise l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Un texte provisoire est voté pour 5 ans. Le vote définitif se fera en 1979

1981 : François Mitterrand est élu président avec un électorat largement féminin. Il transforme le secrétariat d'Etat aux femmes en ministre des Droits de la femme dont il confie la responsabilité à Yvette Roudy.

Au Chili, le **8 mars 1986** cette journée fait l'objet d'une manifestation violemment réprimée tandis que le même jour à Washington 100 000 personnes manifestent contre la volonté des conservateurs de supprimer le droit à l'avortement.

1991 Fin de la "promotion canapé" en France : le harcèlement sexuel est enfin un délit réprimé par la loi. La loi du 22 juillet 1992 réprime les violences conjugales.

1989 : En France, les pouvoirs publics affirment leur volonté de lutter contre les violences conjugales, première cause de mortalité des femmes : lancement de la première campagne nationale d'information et création des commissions départementales d'action contre les violences faites aux femmes.



Les femmes ne se demandent pas si une chose est possible, mais si elle est utile et, alors, elle l'accomplisse. Louise Michel (1830-1905).

25 novembre 1995

En France, la montée du Front National depuis les années 1980 et le retour de la droite au pouvoir, notamment le gouvernement de 1995, ont créé une situation dangereuse pour les droits des femmes. La pratique de l'IVG a même été menacée physiquement par des actions commandos anti-avortement.

La CADAC (Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception) appelle à une manifestation nationale, mais avec la volonté de ne pas la limiter au droit à l'avortement afin de démontrer que toutes les attaques contre les droits des femmes participent d'une même logique, celle qui menace les droits de toute la population. Les mots d'ordre mis en avant sont le droit à l'avortement et à la contraception, le droit au travail, l'égalité hommes-femmes dans tous les domaines, le refus du retour de l'ordre moral.

La Fédération des femmes du Québec organise une marche de 200 km pour "du pain et des roses". Le 26 mai 1999, des centaines de femmes entreprennent une marche à pied de 10 jours vers Québec pour aller manifester devant le parlement contre la pauvreté des femmes. Par cette marche elles ont obtenu des améliorations pour la vie des femmes de leur pays. Forte de ce succès, la FFQ décide de récidiver et propose aux mouvements féministes du monde entier une Marche mondiale des femmes qui aura lieu en 2000.



D'autres 8 mars verront les femmes manifester pour revendiquer la possibilité de circuler la nuit tranquillement, par exemple à Lyon, en 1997 la manifestation s'intitule " Prenons la nuit " ; en 1996, à Besançon les " Sorcières sans frontière ", à Poitiers, des femmes et des hommes du groupe Alexandre Berckman re-baptiseront les rues de la ville en les féminisant: Louise Michel et Emma Goldman y seront en bonne place!

Les manifestations se succèdent, en solidarité avec les femmes qui luttent dans tous les pays, des " Mères de la place de Mai " argentines aux femmes algériennes qui luttent contre l'intégrisme religieux et d'Etat qui tentent, chacun à leur façon, de les opprimer.



Le 8 mars 2000, la Marche mondiale des femmes est lancée pour lutter contre la pauvreté et la violence faite aux femmes. Sous l'égide de la Fédération des Femmes du Québec, des comités de coordination et des groupes de femmes ont été mis sur pied dans 161 pays et plus de cinq millions de femmes et d'hommes à travers le monde répondent l'appel.



En Russie cette date du 8 mars 1998 est choisie pour lancer... le premier concours de beauté !!!



FEMMES D'ICI ET D'AILLEURS



CHANGONS LE MONDE

Lutte des femmes et lutte des classes ne concordent pas forcément.

Faut-il envisager que la lutte des femmes soit autonome ou faut-il se battre pour que femmes et hommes aient les mêmes droits dans les organisations et dans la société ?

Aujourd'hui, il est de toute façon important de se réapproprié une histoire de cette Journée internationale des femmes. En effet, pour de nombreuses personnes, il y a confusion avec la fête des mères (journée instituée par Pétain en 1941 pour repeupler la France).



ANNEE DE DROIT DE VOTE DES FEMMES DANS LE MONDE

- 1869 USA : État du Wyoming (11 états des USA suivront avant 1914)
- 1881 Île de Man
- 1893 Nouvelle-Zélande
- 1902 Australie
- 1906 Finlande
- 1913 Norvège
- 1915 Danemark, Norvège
- 1917 Canada, Pays-Bas
- 1918 Fédération de Russie, Géorgie, Kirghizistan, Allemagne, Autriche, Estonie, Hongrie, Irlande (30 ans), Lettonie, Lituanie, Pologne, Royaume-Uni (30 ans)
- 1919 Biélorussie, Ukraine, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Suède
- 1920 USA en entier, Albanie, République Tchèque, Slovaquie
- 1921 Arménie, Azerbadjan
- 1924 Kazakhstan, Mongolie, Sainte-Lucie, Tadjikistan
- 1927 Turkménistan
- 1928 Royaume-Uni 21 ans, Irlande (pour toutes les femmes)
- 1929 Equateur, Roumanie
- 1930 Afrique du Sud (pour les Blanches), Turquie
- 1931 Espagne, Chili, Sri Lanka
- 1932 Maldives, Thaïlande, Uruguay
- 1934 Brésil, Cuba
- 1935 Myanmar
- 1937 Philippines
- 1938 Ouzbékistan, Bolivie
- 1942 République Dominicaine
- 1944 France, Jamaïque
- 1945 Italie, Croatie, Slovénie, Japon, Togo, Sénégal, Indonésie, Guyane
- 1946 Cameroun, Djibouti, Guatemala, Liberia, Panama, Corée du Nord, Trinité-et-Tobago, Venezuela, Vietnam, Macédoine, Yougoslavie
- 1947 Argentine, Singapour, Mexique, Pakistan, Malte
- 1948 Israël, Niger, Corée du Sud, Seychelles, Suriname, Belgique
- 1949 Chine, Costa Rica, République arabe syrienne, Bosnie-Herzgovine

- 1950 Barbade, Haïti, Inde
- 1951 Antigua et Barbuda, Dominique, Grenade, Népal, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-Grenadines
- 1952 Grèce, Côte d'Ivoire, Liban
- 1953 Bouhnan 1954 Belize, Colombie, Ghana
- 1955 Cambodge, Erythrée, Ethiopie, Honduras, Nicaragua
- 1956 Bénin, Comores, Egypte, Gabon, Mali, Maurice, Somalie
- 1957 Malaisie, Zimbabwe
- 1958 Burkina Faso, Guinée, Nigéria (sud), Laos, Tchad
- 1959 Madagascar, Tanzanie, Tunisie
- 1960 Chypre, Gambie, Tonga
- 1961 Bahamas, Burundi, El Salvador, Malawi, Mauritanie, Paraguay, Rwanda, Sierra Leone
- 1962 Monaco, Algérie, Ouganda, Zambie
- 1963 Afghanistan, Fidji, Guinée équatoriale, Iran, Kenya, Maroc
- 1964 Libye, Papouasie-Nouvelle Guinée, Soudan
- 1965 Botswana, Lesotho
- 1967 Kiribati, Congo, Tuvalu, Ymen 1968 Nauru, Swaziland
- 1970 Andorre
- 1971 Suisse
- 1972 Bangladesh
- 1973 Bahreïn
- 1974 Jordanie
- 1975 Mozambique, Angola, Cap-Vert, Sao Tomé et Príncipe, Vanuatu
- 1976 Portugal (femmes diplômées de l'enseignement supérieur en 1931, accord toutes en 1976)
- 1977 Guinée-Bissau
- 1978 Nigéria (nord)
- 1979 Îles Marshall, Micronésie, Palaos
- 1980 Irak
- 1983 Afrique du Sud (pour les Métisses et Indiennes)
- 1984 Liechtenstein
- 1986 République Centrafricaine 1989 Namibie
- 1990 Samoa Occidentales
- 1993 Moldavie
- 1994 Afrique du Sud (pour les Noires)
- 2005 Koweït

Ce document est réalisé grâce au site internet du " 8 mars " : 8mars.online.fr et du site du " Musée de l'histoire vivante " Montreuil (93) www.museehistoirevivante.com/

8 mars.... journée internationale de la femme

